



FINANCES PUBLIQUES LIQUIDÉES, USAGERS SACRIFIÉS

Vous avez l'habitude d'être reçu dans votre centre des Finances Publiques avec un maximum de professionnalisme de notre part. Mais, aujourd'hui, il est devenu impossible pour nous, agents des Finances Publiques de remplir nos missions et de répondre correctement à vos attentes !

Entre 2002 et 2016, les gouvernements successifs ont **supprimé 35 000 emplois** dans notre administration, alors que dans le même temps les statistiques montrent que la demande de renseignements au guichet et au téléphone ne cesse d'augmenter.

Plus encore, notre administration a décidé de fermer au public vos Centre des Finances Publiques au moins deux demi-journées par semaine. A terme, Bercy souhaite limiter l'accueil à des « réceptions sur RDV » et uniquement pour les « cas complexes ».

Cette année, le projet de loi de Finances 2017 prévoit encore **1815 suppressions** d'emplois, un véritable Waterloo pour le service public.

Notre direction ne cesse d'éloigner le service de l'utilisateur.

- **01/01/2016** : fermeture des Trésoreries de Rozoy sur Serre, Tergnier et MOY de l' AISNE
- **01/01/ 2017** : fermeture des Trésoreries de Vic sur Aisne et de Condé en Brie
- **A suivre** : fermeture de la Trésorerie de LA FERRE (opération reportée mais annoncée)

D'autres services sont menacés : la réforme territoriale, les nouvelles régions vont impacter nos services jusqu'à leur disparition ou leur redéploiement (vers LILLE???). Pour palier, l'administration a recours à des plates-formes téléphoniques et impose la télé déclaration, le télé paiement ...

Le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu n'apportera aucune simplification pour les particuliers, bien au contraire ! Alors que 80 % des foyers fiscaux sont déjà mensualisés, les contribuables se retrouveront face à une usine à gaz, dont le seul résultat sera de fournir de la trésorerie aux grandes entreprises ! **L'intersyndicale dénonce unanimement cette mesure.**

Faute de moyens suffisants, nos services ne pourront pas fournir l'accueil et les renseignements face à cette réforme.

Pour les usagers sacrifiés, le sabotage de notre ministère signifiera **des files d'attente qui s'allongent**, notamment pendant la campagne de déclaration pour l'impôt sur le revenu, les périodes des avis de taxe d'habitation et de taxe foncière. Faute de personnel, quid du **service au public** et **l'égalité de traitement** des citoyens sur l'ensemble du territoire ?

ENSEMBLE, DEFENDONS NOS SERVICES PUBLICS